



Conseil de sécurité

Briefing : Colombie

New York, le 11 octobre 2023
Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je salue la participation du Ministre colombien des affaires étrangères, S.E. M. Alvaro Leyva, à cette réunion. Je remercie également l'Envoyé spécial, M. Carlos Ruiz Massieu, et la Présidente de la Commission de la consolidation de la paix, Mme Doris Ćurić Hrvatinić, pour leurs exposés. Mes remerciements s'adressent également à M. Rodrigo Botero García pour sa déclaration.

Il y a deux mois à peine, ce Conseil a adopté à l'unanimité une résolution élargissant le mandat de la Mission de Vérification à la surveillance et à la vérification du cessez-le-feu avec l'ELN. Depuis lors, les négociations de paix ont connu des progrès significatifs. Nous saluons le dialogue avec tous les actrices et acteurs et soulignons les efforts du gouvernement colombien dans le cadre de sa politique de "Paz Total". S'agissant du traitement du passé, les avancées de la Juridiction spéciale pour la paix sont notables même s'il reste capital d'assurer la mise en œuvre des premières sentences réparatrices à venir.

La protection et la participation de l'ensemble de la population étant des éléments clés du processus de paix, je souhaiterais mettre l'accent sur les points suivants :

Premièrement, l'annonce de la suspension de toutes les opérations offensives entre le gouvernement colombien et les autoproclamées EMC FARC-EP constitue un premier pas vers l'ouverture de négociations de paix officielles et la signature d'un accord de cessez-le-feu bilatéral. Dans le cadre de son engagement pérenne dans le processus de paix en Colombie, la Suisse soutient ce développement.

Deuxièmement, le gouvernement colombien doit assurer la sécurité et la protection des anciens combattants et des anciennes combattantes contre les actes de violence. Les autorités judiciaires doivent également lutter contre l'impunité. Nous nous référons au récent rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en soulignant le besoin d'apporter une plus grande attention à la mise en œuvre des garanties de non-répétition. La violence liée au conflit continue d'affecter la population civile dans plusieurs régions du pays, et ce malgré les efforts du gouvernement visant à démanteler les groupes armés illégaux et les organisations criminelles. Dans la perspective des prochaines élections,

la Suisse réitère son appel aux autorités colombiennes à renforcer les mesures de prévention et de sécurité afin d'atténuer l'impact de cette violence. Nous rappelons également que toutes les parties doivent respecter le droit international humanitaire.

Troisièmement, le rôle des femmes dans la construction de la paix par leurs connaissances, leur expérience et leur leadership offre un potentiel qu'il convient de renforcer. L'agenda Femmes, Paix et Sécurité est un thème transversal de notre soutien au processus de paix colombien, notamment pour les cessez-le-feu, la participation de la société et le traitement du passé.

Nous félicitons ainsi le gouvernement colombien pour l'élaboration de son premier plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité. Le large processus participatif organisé aux niveaux national, régional et thématique, et avec le soutien de la communauté internationale, permettra d'établir une norme exemplaire pour sa mise en œuvre future. Nous avons été honorés d'organiser, conjointement avec le gouvernement colombien, un événement sur la participation des femmes et son plan d'action national qui s'est conclu peu avant cette séance. Les interventions de S.E. M. le Ministre Leyva, de Monsieur l'Envoyé spécial Ruiz Massieu ainsi que des deux représentantes de la société civile, par leurs expériences concrètes et leurs recommandations, ont mis une nouvelle fois en lumière ce constat sans appel : "Sin las mujeres no hay paz".

Monsieur le Président,

Le soutien de ce Conseil et de la communauté internationale reste essentiel pour parvenir à une paix durable. Nous saluons la coopération étroite avec le gouvernement colombien à cet égard. Nous remercions également la Commission de consolidation de la paix pour ses recommandations et nous félicitons de la coopération continue et du partage d'expériences de la Colombie dans ce cadre.

Je vous remercie.

Security Council

Briefing: Colombia

New York, 11 October 2023
Statement by Switzerland

Unofficial translation

Mr. President,

I welcome the participation of the Foreign Minister of Colombia, H.E. Mr Alvaro Leyva, in this meeting. I also thank the Special Envoy, Mr Carlos Ruiz Massieu, and the Chair of the Peacebuilding Commission, Ms Doris Čurić Hrvatinić, for their remarks. My thanks also go to Mr Rodrigo Botero García for his statement.

Only two months ago, this Council unanimously adopted a resolution expanding the mandate of the Verification Mission to the monitoring and verification of the ceasefire with the ELN. Since then, the peace negotiations have made significant progress. We welcome the dialogue with all parties and underline the efforts of the Colombian government through its "Paz Total" policy. With regard to dealing with the past, the progress made by the Special Jurisdiction for Peace is noteworthy, even though it remains essential to ensure the implementation of the upcoming first reparation sentences.

Given that the protection and participation of the entire population are key elements of the peace process, I would like to highlight the following points:

First, the announcement of the suspension of all offensive operations between the Colombian government and the self-proclaimed FARC-EP EMC is a first step towards the opening of formal peace negotiations and the signing of a bilateral ceasefire agreement. Switzerland supports this development as part of its ongoing commitment to the Colombian peace process.

Second, the Colombian government must ensure the safety and protection of ex-combatants from acts of violence. The judicial authorities must also combat impunity. We refer to the recent report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, which highlights the need for greater attention to the implementation of guarantees of non-recurrence. Conflict-related violence continues to affect civilians in many parts of the country, despite the Government's efforts to dismantle illegal armed groups and criminal organisations. In view of the upcoming elections, Switzerland reiterates its call on the Colombian authorities to strengthen prevention and security measures in order to mitigate the effects of this violence. We also reiterate that all parties must respect international humanitarian law.

Third, the role of women in peace-building, through their knowledge, experience and leadership, offers a potential that must be strengthened. The women, peace and security agenda is a cross-cutting theme of our support to the Colombian peace process, in particular with regard to ceasefires, civil society participation and dealing with the past.

We congratulate the Government of Colombia for developing its first national action plan on Women, Peace and Security. The broad participatory process organised at national, regional and thematic levels, with the support of the international community, will set an exemplary standard for its future implementation. We were honoured to co-host with the Government of Colombia an event on women's participation and its national action plan, which took place just before this session. The remarks made by H.E. Minister Leyva, Special Envoy Ruiz Massieu and the two representatives of civil society who shared their practical experiences and recommendations once again highlighted this indisputable fact: "Sin las mujeres no hay paz".

Mr. President,

The support of this Council and of the international community remains essential to achieve a lasting peace. We welcome the close cooperation with the Government of Colombia in this regard. We also thank the Peacebuilding Commission for its recommendations and look forward to Colombia's continued cooperation and sharing of experiences in this framework.

I thank you.